



La Convention des Organisations
de la société civile pour l'observation
Domestique des Elections

DISCOURS D'OUVERTURE

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA CODEL

Le 14 Septembre 2023

Au nom du Président du Bureau Exécutif National de la CODEL, Maitre Halidou Ouédraogo, je vous souhaite TOUTES et TOUS la bienvenue à notre assemblée générale ordinaire.

Je salue les membres du bureau exécutif,

les membres des organisations formant la CODEL,

le secrétariat exécutif de la CODEL

et surtout nos collaborateurs que sont les partenaires techniques et financiers tels que la CENI, DIAKONIA, NDI, NED, ECES, AMBASSADE DE SUEDE, l'UE... dont les apports en ces temps difficiles et mobilisant nous sont très utiles.

- Distingués responsables des structures membres ;
- Partenaires de tous temps ;

- Amis de la presse
- Mesdames et Messieurs ;

Notre assemblée générale ordinaire se tient cette année dans un contexte particulièrement complexe et très difficile.

Notre pays après un début d'embellie débutée dans les années 2015 poursuivie dans les années 2020 par la mise en place de régimes institutionnels de droit en 2016 et en 2020 s'est trouvé brutalement face à une rupture inattendue de ses institutions démocratiquement mis en place le 24 janvier 2022 par le coup d'Etat du MPSR conduit par un groupe d'officiers avec à sa tête le lieutenant-colonel Paul H. S. DAMIBA.

Comme si ces derniers étaient conscients déjà de leur erreur, dans leur charte annexée à la constitution, ils ont noté le retour à une vie constitutionnelle normale en Juillet 2024.

Un peu moins d'un an après, le régime de DAMIBA fut renversé par le capitaine Ibrahim TRAORE et ses hommes en indexant sans ambages la fausse route empruntée par le lieutenant-colonel DAMIBA, en dégradation vertigineuse de la question du terrorisme et un ébrèchement de la gouvernance ; ensemble de choses qui nécessitent une rectification rapide.

Ainsi, s'est installé le MPSR2 que dirigera le capitaine TRAORE qui proclama qu'il n'y avait pas un changement majeur dans la configuration du régime du MPSR mais qu'il était urgent d'éradiquer le terrorisme dans un bref délai et de redonner au régime MPSR un teint d'intégrité, d'hardiesse pour en finir avec la désagrégation du Burkina Faso, en maintenant dans une deuxième charte, **le retour à une vie constitutionnelle normale en juillet 2024** négocié d'accords parties.

La complexité de la situation que nous vivons et qui nous trouble, c'est que nous sommes au jour d'aujourd'hui à 10 mois du mois de Juillet 2024 et il n'y a aucun chronogramme annoncé du début de la mise en place de structures susceptibles de conduire le retour à un Etat de droit démocratique véritable.

Nous vivons avec un contingent sans précédent de déplacés internes. **Plus de 2 millions de nos compatriotes sont sans abris, sans aliments et errent dans la nature.**

I- LE ROLE ET LA POSITION DE LA CODEL

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs

Très vite la CODEL l'a fait savoir, que, **seul un Etat de droit bâti sur une loi fondamentale viable pouvait être l'une des solutions à nos problèmes de succession politique sur notre continent et aussi dans notre pays.**

C'est ainsi que bien que n'approuvant pas les coups d'Etat nous restons fermement concentrés sur le rôle de notre organisation qui est une coalition d'organisations non gouvernementale éprouvée et consolidée : ***Accompagner le régime d'exception en restant dans les activités qui concourent à accélérer le retour à une vie constitutionnelle normale.***

Distingués membres de la CODEL ;

Tirant leçons des deux élections qui ont eu lieu dans notre pays en 2015 et en 2020, la CODEL qui a joué un rôle exceptionnel, vigilant et avisé et **a proposé près de 110 recommandations** aux autorités élues, à l'opposition politique, à la société civile et à nos partenaires techniques et financiers.

En partenariat avec d'autres associations de la société civile et nos Organisations membres, nous avons organisé des plaidoyers au niveau des différentes franges principales de notre société pour dire ce qu'il faut pour des élections encore plus fiables exempts de corruption, de fraude électorale, de violence politique.

Avec des partenaires au niveau des PTF comme le NDI, l'UE, DIAKONIA, NED, NDI, ECES, ... ainsi qu'au niveau des représentations diplomatiques dans notre pays, nous avons fait

des ateliers qui ont porté fruit par l'examen minutieux de notre code électoral, des suggestions

- à la commission constitutionnelle mise en place par l'ex président Roch KABORE,
- à l'assemblée nationale,
- aux collectivités territoriales où nous avons contribué à recouvrer la paix dans près d'une cinquantaine de mairies, en conflits post électoraux.

Nous nous sommes investis pour trouver des solutions dans la question de la réconciliation nationale par des séminaires, des ateliers, panels,

Nous avons organisé et / ou facilité des dialogues politiques susceptibles de guider les décideurs de notre PAYS.

Nous nous sommes investis également au niveau des cadres sectoriels de dialogue :

- Le cadre sectoriel de dialogue « Transformation industrielle et artisanale »,
- Le cadre sectoriel de dialogue « dialogue sur la santé »,
- Le cadre sectoriel de dialogue « éducation et formation »,
- Le cadre sectoriel de dialogue « justice et droit humain » ;

Nous avons organisé et/ou participé à des émissions de dialogue citoyen sur la marche de l'Etat

- pour renforcer les capacités des membres de la CODEL ;
- pour renforcer les capacités des autres OSC et des citoyens

Dans toutes ces actions, nous sommes restés strictement dans le rôle de l'ONG dans sa démarche de suivi citoyen des politiques publiques, de contrôle citoyen de l'action publique et ceci, **pour aider à sa bonne conduite au niveau imputabilité et redevabilité.**

A ce sujet je reprends une réflexion du président de la CENI qui disait ceci « ***la CODEL s'est particulièrement illustré dans la veille électorale en se dotant d'une plateforme électronique, la SITUATION ROOM, combinant l'élément humain à la technologie. Cette plateforme a énormément épaulé la CENI dans ses opérations*** ».

En effet, ce système mis en place par la CODEL en matière électorale pour remonter des informations sur les incidents critiques et leur transmission à la CENI a permis d'effectuer à chaque fois des correctifs nécessaires.

La CENI avait ainsi une multitude de sources d'informations qui lui permettaient d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui ne passait pas et d'ajuster là où il le fallait.

C'est pour dire qu'ensemble avec nos institutions, nos capacités, nous pouvons relever le défi de la facilitation des successions politiques apaisées dans notre pays.

Le Burkina en a donné l'exemple en témoigne par exemple que nous figurons au rang abolitionniste de la peine de mort.

Nous sommes l'un des rares pays en Afrique où le président du conseil supérieur de la magistrature est le président de la cour de cassation et son vice-président est le président du conseil d'Etat, pas comme dans les autres pays où ces responsabilités sont assumées par le chef de l'Etat et son ministre de la justice.

Nous avons un projet de constitution qui se veut exemplaire et où sont inscrits

- la question de la parité en matière de genre
- la question de l'élection du maire au suffrage universel direct.

Bref, autant d'exemples positifs qui caractérise notre pays et mérite d'être pris en compte pour les démocraties réelles et durables.

II- LA CODEL EST PRETE A JOUER SON ROLE

Notre organisation n'a pas croisé les bras face aux difficultés de trouver des perspectives pour notre pays.

Elle est la première consciente comme je le dis souvent
« qu'après les élections tout n'est pas fini ».

Effectivement la démocratie se construit pierre par pierre et jour après jour sans relâche.

Nous avons, malgré les difficultés financières, pu maintenir le niveau de formation de nos organisations membres, malgré la frilosité des uns et des autres,

Pour cela, nous devons par gratitude, remercier les PTF et je saisis ce moment pour le faire.

J'aurai l'occasion de féliciter et d'encourager nos membres pour leur résilience devant les difficultés qu'ils connaissent et aussi ils ont su tenir la dragée haute.

C'est vrai, il y a eu des difficultés pour payer des charges, pour rejoindre nos sections, nos points focaux et nos militants mais, nous avons pu le faire en nous disant que quand on a une ligne claire, l'avenir est assuré.

Nous allons continuer sur le chemin que nous avons tracé,
avec VOUS les membres de la CODEL.

Avec vous les PARTENAURES de la CODEL

Nous sommes conscients que la Nation Burkinabé vaincra le terrorisme qui lui a été imposé, on ne sait pourquoi ?

Nous sommes conscients que les déplacés internes vont rejoindre leur terroirs et les enfants reprendront la route de l'école,

Nous sommes conscients que le Burkina Faso va se relever.

C'est pourquoi nous allons prendre des mesures pour renforcer notre participation à l'accompagnement civil et citoyen du pays pour le retour à une vie constitutionnelle normale

Et, d'emblée, je dis que **quand le régime sera décidé à déployer son chronogramme il nous trouvera toujours présents pour aider à la réussite des élections**

- **crédibles,**
- **sans fraudes électorales,**
- **sans violences,**

- et acceptées par tous et toutes
de la campagne électorale jusqu'à la proclamation des
résultats définitifs.

PAIX POUR LE FASO

Je vous remercie de votre attention

Maitre Halidou OUEDRAOGO

Président de la CODEL